



# EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DES SÉANCES DU CONSEIL D'ÉTAT

## AUSZUG AUS DEM PROTOKOLL DER SITZUNGEN DES STAATSRATES

Séance du 20 AOUT 2002  
*Sitzung vom*

### LE CONSEIL D'ETAT

Vu la requête du 18 juin 2001 de la municipalité de Chermignon, sollicitant l'homologation de la modification partielle apportée à son plan d'affectation des zones (zone 3B) et au règlement intercommunal sur les constructions (RIC) (adjonction des articles 38.1 a à 38.5. a RIC) concernant le secteur de Tsarbouye, à Crans;

Vu les articles 75 et 78 de la Constitution cantonale;

Vu les dispositions de la loi du 13 novembre 1980 sur le régime communal (LRC);

Vu les dispositions de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT) et ses dispositions cantonales d'application du 23 janvier 1987 (LcAT);

Vu les dispositions de la loi sur les constructions du 8 février 1996 (LC) et de l'ordonnance sur les constructions du 2 octobre 1996 (OC);

Vu l'avis de mise à l'enquête publique inséré dans le Bulletin officiel No 9 du 2 mars 2001;

Vu la décision de l'assemblée primaire de Chermignon du 2 avril 2001 approuvant les modifications précitées, décision publiée dans le Bulletin officiel No 14 du 6 avril 2001;

Vu le préavis favorable du Service cantonal de l'aménagement du territoire (SAT) du 13 juillet 2001;

Attendu que le recours administratif déposé en temps utile auprès du Conseil d'Etat a été examiné dans le cadre d'une procédure séparée;

Considérant que la modification partielle du plan d'affectation des zones tendant à la délimitation de la nouvelle zone 3B ne saurait cependant s'étendre à l'ensemble du périmètre de l'ancien plan de quartier (P.Q. No 5) tel que reporté sur le plan d'affectation des zones homologué par

le Conseil d'Etat le 6 juillet 1994; qu'en effet, ledit périmètre englobait également des portions de territoire classées en aire forestière; que l'insertion de forêts dans une zone d'affectation est subordonnée à une autorisation de défricher (art. 12 de la loi fédérale sur les forêts du 4 octobre 1991, LFo); qu'une telle autorisation n'a pas été requise en l'espèce; que par conséquent, il y a lieu de préciser la délimitation de la zone 3B en y soustrayant les surfaces sises en zone d'aire forestière (zone 14 du RIC);

Sur la proposition du Département de l'économie, des institutions et de la sécurité,

**d é c i d e :**

- 1/ d'homologuer les modifications précitées telles qu'approuvées par l'assemblée primaire de Chermignon le 2 avril 2001 sous réserve de la précision suivante :

**la zone 3B (zone de l'ordre dispersé – densité 0,5) s'étend au périmètre de l'ancien plan de quartier (F. Q N° 5) à l'exclusion des surfaces classées en zone d'aire forestière**

- 2/ d'inviter l'administration municipale de Chermignon, une fois la décision d'homologation en force,
- a) à délimiter la zone 3B en tenant compte de la réserve précitée en veillant à la coordination entre le plan et la légende qui s'y rapporte,
  - b) à compléter le RIC par l'adjonction des articles 38.1.a à 38.5.a et par l'adjonction de la mention "3B Zone de l'ordre dispersé – densité 0,50" dans la liste des zones énumérées à l'article 31.2 RIC

émolument : 150 francs

Pour copie conforme,  
LE CHANCELIER D'ÉTAT :



- 6 extr. DEIS *et antérieur par le Département*  
- 1 extr. IF